Paiements de péréquation supplémentaires—Loi

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, je me réjouis de pouvoir parler brièvement du projet de loi C-39. Je voudrais commencer par féliciter mon collègue de Gander-Twillingate (M. Baker) de son éloquente intervention. J'ai hésité à prendre la parole cet après-midi car je souhaitais laisser aux conservateurs québécois de l'arrière-ban la possibilité de s'exprimer.

[Français]

Et j'ai attendu quelques instants, monsieur le Président, mais j'ai noté que le député de Duvernay (M. Della Noce) ainsi que d'autres députés ne se sont pas levés pour exprimer de la part de leurs commettants les propos qu'ils devraient justement soulever dans cette Chambre cet après-midi. Et je dois dire que je suis un peu déçu, car j'attendais avec impatience le moment où l'honorable député de Duvernay aurait prononcé un discours qui, j'en suis sûr, aurait été très éloquent; peut-être choisira-t-il de le faire lorsque j'aurai terminé mon allocution.

Monsieur le Président, lorsqu'on discute du programme de péréquation, on devrait se souvenir des promesses qui ont été faites aux Canadiens l'automne dernier.

[Traduction]

Quand il a été élu l'automne dernier, je ne me souviens pas que le gouvernement conservateur ait annoncé qu'il roulerait le Québec ou toute autre province pas même l'Ontario qui a également droit aux paiements de péréquation. Cette province ne devrait pas y avoir droit, mais elle a été si mal dirigée depuis quelques années qu'elle se retrouve dans une situation la rendant admissible à de tels paiements. L'Ontario bénéficierait assurément d'un changement.

Le premier ministre (M. Mulroney) va donner un coup de main au premier ministre de la province, M. Miller, en participant à la campagne électorale durant les prochains jours. Le premier ministre a sans doute raison de venir en aide à M. Miller, car ce dernier a besoin de toute l'aide qu'on voudra bien lui donner. Comme le ministre de la Santé et du Sport amateur (M. Jelinek) vient lui-même de l'Ontario, il voit bien que la campagne électorale de premier ministre de la province manque d'élan et ne semble pas très prometteuse. Le premier ministre établit un précédent en se portant au secours de son homologue provincial et j'espère qu'il fera campagne sur le même thème qu'en août dernier, c'est-à-dire le changement. Nous aimerions bien entendre le premier ministre parler de changement lors de la campagne électorale de l'Ontario. Il pourrait peut-être aborder la question des paiements de péréquation et rappeler que la province a été si mal dirigée au cours des dernières années qu'elle est désormais admissible à ces paiements. Mais la province n'acceptera pas ces paiements car cela prouverait que sa situation financière n'est pas aussi bonne qu'auparavant. Or les conservateurs ontariens ne reconnaîtraient jamais leurs défauts. Ce serait admettre du même coup qu'un changement s'impose à Toronto. Évidemment, nous savons tous qu'un tel changement est nécessaire. J'espère donc que le premier ministre adoptera le thème de l'été dernier et qu'il rappellera que le moment est venu d'opérer un changement. Après 43 ans, le moment est venu de changer.

Comment se fait-il que nous manquions d'argent pour assurer aux provinces les paiements dont elles ont besoin? Il existe peut-être plusieurs raisons à cela. Le gouvernement passe de 80 à 90 p. 100 de son temps à nous dire qu'il n'est pas en mesure de tenir ses promesses électorales à cause du gouvernement précédent. Or cette stratégie commence à faire son temps. Voilà huit mois que le gouvernement est au pouvoir. Les ministériels semblaient disposer de toutes les ressources voulues avant d'être élus. Ils ont donc fait 338 promesses. Ils n'ont cependant jamais reconnu que si l'ont votait pour eux, ils réduiraient ces paiements. Mais c'est peut-être un oubli de la part du gouvernement.

Voyons un peu dans quels domaines le gouvernement a réduit son aide financière aux provinces. Non seulement nous savons que le Québec et d'autres provinces perdront des millions de dollars en paiements de péréquation à cause des mesures prises par le gouvernement, mais nous savons aussi, par exemple, qu'à la suite des restrictions budgétaires annoncées le funeste jeudi 8 novembre, le Québec perdra 770 millions. C'est à cause des restrictions budgétaires que le ministre des Finances (M. Wilson) a imposées aux Canadiens. Ces coupes touchent aussi bien les programmes agricoles que les immobilisations, les projets de construction et toutes sortes d'autres programmes. Le recensement a même été annulé, mais le gouvernement est évidemment revenu sur sa décision.

• (1430)

A propos, monsieur le Président, vous savez certainement que les données fournies par le recensement servent à établir le montant des paiements de péréquation, ce dont témoignera le ministre des Approvisionnement et Services (M. Andre) qui se trouve parmi nous. Les provinces ont dû rabrouer sérieusement le ministre des Finances. Le ministre des Approvisionnement et Services a dû en faire autant. Et c'est seulement à la suite de ces protestations que le ministre des Finances a changé d'avis et rétabli le recensement, rétablissant ainsi les 6,000 emplois à plein temps, plus environ 40,000 emplois à temps partiel que ces coupes avaient éliminés. Le gouvernement fédéral a réduit considérablement le financement des mêmes régions qui subiront cette fois une diminution de leurs paiements de péréquation.

Je dois m'arrêter un moment afin de préciser ce que fait le gouvernement de cet argent. Bien entendu, s'il ne peut pas fournir ces subventions c'est parce qu'il dépense ou plutôt qu'il gaspille ailleurs. Comment gaspille-t-il? D'abord, c'est la première fois que le cabinet comprend un si grand nombre de ministres. Celui-ci ne dépasse pas l'ancien de 1 ou 2 p. 100, voire de 10 p. 100. Non, le cabinet actuel, monsieur le Président, comporte 25 p. 100 plus de ministres, si ce n'est 30 p. 100, que celui du gouvernement précédent. La population canadienne n'a pas fait un bond de 30 p. 100 le jour des élections. Elle n'a pas beaucoup bougé depuis avant le 4 septembre. Mais, pour gouverner, il fallait aux conservateurs un cabinet augmenté du tiers par rapport à celui des libéraux. Est-ce à dire que l'efficacité des conservateurs atteint seulement les deux tiers de celle des libéraux et que pour obtenir les mêmes résultats ils avaient donc besoin d'un cabinet plus nombreux?